

COMPTE-RENDU DE SESSION

GT Eau à l'international - Focus pays émergents — Greentech / Décarboner

14/09/2026 — 14h-17h — Atelier n° 08

43

PARTICIPANTS INSCRITS

19

AWEX / WBI

24

INVITÉS

[95%]

TAUX DE PRÉSENCE

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Cette sixième rencontre du groupe de travail H₂O à l'international était consacrée aux pays émergents. Les présentations des CEC et les témoignages d'entreprises ont souligné l'importance des partenaires locaux, des références de terrain et de la connaissance des financements pour aborder ces marchés. Les échanges ont fait ressortir le besoin de cibler les actions et de les suivre sur plusieurs années.

En introduction, Franciane Wertz et Cédric Brüll ont rappelé le rôle du groupe de travail : recueillir les attentes des entreprises, préparer les actions et missions internationales, partager les difficultés rencontrées et faciliter les partenariats.

Marchés et opportunités évoqués

Afrique

Maroc — Takis Kakayanis. Le pays fait face à une forte pression sur la ressource en eau, liée aux besoins de la population, de l'agriculture et du tourisme. Six années de sécheresse ont été évoquées, ainsi que les enjeux de salinisation par remontée capillaire. Les réponses présentées portent sur les barrages, le dessalement et les transferts d'eau entre bassins, décrits comme des « autoroutes de l'eau ». Les besoins industriels de l'OCP et ses infrastructures de transport d'eau et de phosphates ont également été mentionnés.

Côte d'Ivoire et Afrique de l'Ouest — Patrick Lefebvre. Les sept pays couverts présentent des situations très différentes. Les besoins cités concernent la rénovation des installations, l'efficacité énergétique des pompes et l'adaptation à la croissance urbaine. La pollution des cours d'eau, notamment liée à l'orpaillage clandestin, affecte les usages domestiques et industriels. La présence de grands bailleurs de fonds à Abidjan a été soulignée. Une mission plurisectorielle a été annoncée pour 2027.

Amériques

Amérique centrale et Caraïbes — Cindy Pellegrini. L'intervention a davantage mis l'accent sur les besoins de traitement de l'eau que sur son accès. Une meilleure situation d'accès à l'eau potable a été évoquée pour les Caraïbes.

Chili, Argentine et Uruguay — Martine Leclercq. Les marchés couverts présentent des risques et des facteurs de développement distincts. En Argentine, la présence d'un partenaire local et la gestion du risque de change ont été soulignées. L'Uruguay a été présenté comme une vitrine dans le domaine numérique. Pour la Bolivie, l'intervention a relevé le poids des institutions internationales.

Colombie et Pérou — Marjorie Inghels. Les échanges ont évoqué les accords commerciaux avec l'Union européenne et les perspectives d'investissement dans le traitement de l'eau, dans un contexte de changements politiques. L'image positive de la Belgique a été présentée comme un atout.

Brésil — Nasser Belalia. La taille du pays, les fortes disparités territoriales et la diversité des climats imposent de différencier l'approche selon les régions.

Mexique — Matteo Mollica. Le stress hydrique et l'importance de la base industrielle créent des besoins en traitement de l'eau, en gestion des réseaux et en dessalement. Les secteurs cités incluent l'automobile, la pharmacie, l'agroalimentaire, les mines et la chimie. La détection des fuites et le suivi numérique suscitent un intérêt croissant. Les principaux freins sont la complexité administrative d'un État fédéral, la longueur des processus d'achat et la sensibilité au prix. Un relais local et une démonstration claire du retour sur investissement sont essentiels.

Asie

Thaïlande et Vietnam — Christophe Smitz. Les relations avec les autorités publiques jouent un rôle important. Les besoins évoqués concernent la gestion des fleuves et le traitement de l'eau. Les liens avec la francophonie et le dynamisme des acteurs occidentaux au Vietnam ont été cités comme des points d'appui, dans un contexte de concurrence chinoise. Un salon désigné comme « Asia Water » a également été mentionné.

Philippines — Emilia Santamaria Abela. De nombreuses îles restent insuffisamment approvisionnées en eau. Un rapprochement entre plusieurs ministères chargés de la gestion de l'eau a été évoqué.

Inde — Marc De Vestele. La taille du marché, la jeunesse de la population et la croissance économique ont été mises en avant. Un groupe de travail vise à favoriser les investissements belges ; Exphar et Silox ont été cités. L'approche proposée consiste à cibler les grands comptes et à se positionner dans leurs chaînes de valeur. La perspective d'un accord de libre-échange a également été évoquée.

Pakistan — Shaukat Niazi. Le vieillissement des équipements a été identifié comme un enjeu de modernisation.

Retours d'expérience des entreprises

Alteo Group et Deplasse

Un audit hydrique réalisé dans une entreprise sucrière au Maroc, dans le cadre d'une coopération belgo-marocaine sur des procédés innovants, a illustré la complémentarité des approches technique et stratégique. Le dialogue avec les opérateurs est essentiel pour comprendre les pratiques et identifier les améliorations possibles.

Le jumeau numérique permet de modéliser les interactions entre l'eau, l'énergie et la vapeur. Dans le cas présenté, environ 75 % de l'eau de la sucrerie proviendrait des betteraves, ce qui souligne l'intérêt du recyclage interne et du réglage des équipements. Le suivi des consommations reste à développer. Les investissements doivent aussi tenir compte de la capacité du réseau local à absorber les surplus, notamment d'électricité et de biogaz.

BioFiltro

Le témoignage a présenté un co-investissement avec une société chilienne et un procédé de traitement des eaux utilisant des vers de terre dans un lit de copeaux de bois. Un parc d'environ 300 stations dans le monde a été annoncé. La diversité climatique du Chili permet de tester les solutions dans des conditions variées ; l'éloignement de certains sites impose des systèmes nécessitant peu d'entretien. La valorisation locale des résidus a été évoquée, ainsi que des partenariats possibles autour des boues de stations d'épuration.

Pepps Engineering

Yannick Gillis a présenté le développement de plateformes d'intelligence artificielle sur mesure pour des marchés internationaux liés aux bailleurs de fonds et pour l'industrie wallonne. La gestion de l'eau dans des barrages en Afrique a été citée comme application. Chaque projet associe un expert métier pour adapter la solution aux

processus concernés et intégrer des données jusque-là peu ou pas mesurées. Les références sont déterminantes pour obtenir de nouveaux marchés ; des projets de taille plus modeste peuvent aussi présenter un intérêt.

Hydras Water Management

L'entreprise intervient dans la gestion intégrée des ressources en eau avec une équipe d'experts indépendants, notamment en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord. Le sud de l'Europe a été évoqué comme piste de développement. Un projet de modélisation du bassin versant du Tanganyika a illustré la collecte de données par capteurs et relevés de terrain. Le témoignage a insisté sur l'importance des références, de la maîtrise des mécanismes de financement et des associations entre compétences wallonnes complémentaires.

Financement et positionnement auprès des bailleurs

Hubert Siemes a souligné la nécessité de se positionner en amont : le délai entre l'identification d'un projet et sa concrétisation peut atteindre trois à cinq ans. Une grande partie des échanges et négociations se déroule localement, ce qui renforce l'importance des relais sur le terrain.

Finexpo a été présenté comme un outil susceptible de soutenir de petits projets et de constituer une première référence pour des opérations plus importantes. Une prise en charge pouvant atteindre 100 % et une enveloppe de 700 000 € ont été évoquées, dont les conditions et le périmètre restent à préciser.

Les démarches administratives pouvant être comparables pour des projets de 500 000 € et de 5 millions d'euros, la taille des opérations doit être mise en regard de l'effort de préparation. Pour les projets de coopération dans le secteur de l'eau, l'intérêt de solutions autonomes en énergie a été souligné.

Gilles Philipart, présenté comme interlocuteur à Washington auprès de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, a évoqué une mission de prise de contacts et de positionnement au second semestre 2027.

Pistes d'action issues du débat

Le débat animé par Cédric Brüll a porté sur les moyens de prioriser les marchés face à des besoins généralisés de modernisation des infrastructures. Les pistes suivantes ont été évoquées :

- Cibler les marchés à partir de facteurs concrets, tels qu'une évolution réglementaire ou un grand projet, et envisager une destination émergente prioritaire par an avec un suivi sur plusieurs années.
- Développer des partenariats entre entreprises belges aux compétences complémentaires, notamment autour des projets Finexpo, et explorer des coopérations avec des acteurs français ; Veolia a été cité à titre d'exemple.
- Adapter la taille des projets aux capacités et à la gestion du risque des PME, en privilégiant des interventions à forte valeur ajoutée. Le recentrage éventuel de grands acteurs sur l'Europe a été évoqué comme une source possible d'opportunités sur des marchés plus complexes.
- Articuler le calendrier des actions avec les grands rendez-vous du secteur, notamment Pollutec et IFAT, et éviter les chevauchements. Clarifier les canaux de diffusion des opportunités identifiées par les CEC.
- Communiquer davantage sur des projets et des cas d'usage précis, afin de rendre les solutions plus faciles à comprendre et à transposer. L'exemple de BioFiltro pour des stations-service isolées a été cité.
- Organiser des actions ciblées sur des sous-secteurs et approfondir les possibilités liées à la gestion de l'eau des centres de données.